

## "Nouvelle construction" dans Le Monde (5 novembre 1949)

**Légende:** Le 5 novembre 1949, le quotidien français Le Monde examine les enjeux pour l'Europe des discussions devant avoir lieu à Paris entre Dean Acheson, secrétaire d'État américain, Ernest Bevin, ministre britannique des Affaires étrangères et son homologue français Robert Schuman.

**Source:** Le Monde. dir. de publ. Beuve-Méry, Hubert. 05.11.1949, n° 1 487; 6e année. Paris: Le Monde. "Nouvelle construction", p. 1.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/nouvelle\\_construction\\_dans\\_le\\_monde\\_5\\_novembre\\_1949-fr-ab7a21de-c698-446b-8a2b-e8b82931bdb5.html](http://www.cvce.eu/obj/nouvelle_construction_dans_le_monde_5_novembre_1949-fr-ab7a21de-c698-446b-8a2b-e8b82931bdb5.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/07/2015

Paris, le 4 novembre 1949.

## Nouvelle Construction

Les entretiens que M. Acheson doit avoir prochainement à Paris avec MM. Bevin et Schuman porteront essentiellement sur l'organisation de l'Europe et le statut de l'Allemagne, ces deux problèmes étant étroitement liés.

Le problème européen tend à prendre depuis peu un aspect nouveau. D'une part les tentatives d'unification économique par l'intermédiaire de l'O.E.C.E. ont donné peu de résultats. La libération de 50 % des échanges qui vient d'être votée n'est certes pas négligeable : c'est un pas bien modeste en regard du but qu'on s'était fixé, et l'on ne sait même pas dans quelle mesure cette décision sera appliquée. D'autre part l'Angleterre, sans se retirer de l'organisation européenne, prend visiblement ses distances : alors que sur le terrain militaire et politique elle demeure liée à l'Occident, elle semble vouloir sur le terrain économique préserver son autonomie dans le cadre du Commonwealth.

La situation n'est donc plus ce qu'elle était lorsque les Etats-Unis en adoptant le plan Marshall pensaient en faire un instrument de l'unification de l'Europe.

Son échec dans ce domaine est patent ; et s'il a réussi à relever la production industrielle des pays secourus ce succès ne serait peut-être pas un argument suffisant pour le Congrès américain en faveur de sa prolongation. Pour justifier sa politique le département d'Etat devra présenter un plan nouveau, adapter l'ancien à des circonstances qui ont changé.

Dans un discours récent M. Hoffman a déjà suggéré l'idée de groupements régionaux, étapes vers un groupement européen plus vaste. A vrai dire, dans une Europe déjà réduite par la coupure entre l'Est et l'Ouest, par la mise à l'écart de l'Espagne et du Portugal, et la réserve de la Suisse, il n'y a pas place pour beaucoup de « régions économiques ». Les pays scandinaves étant plutôt dans le sillage britannique (il est d'ailleurs possible qu'ils forment entre eux une union douanière), restent le Benelux, la France, l'Italie et l'Allemagne occidentale.

On a parlé d'une union possible des trois premiers sous le nom de « Fritalux ». Les difficultés auxquelles se heurte le Benelux, association qui ne fonctionne pas encore, aussi bien que l'union douanière projetée entre la France et l'Italie, ne laissent pas de grands espoirs en faveur d'une fusion de ces deux combinaisons. Si elle aboutissait elle aurait l'inconvénient majeur d'isoler l'Allemagne. Il ne resterait plus à celle-ci qu'à s'orienter vers l'Est : telle n'est pas précisément la politique que l'on préconise depuis trois ans à Washington.

La formule du « Fritalux » paraît être un simple ballon d'essai. En réalité si l'Angleterre se tient en marge de l'Europe il n'y a pas d'autre groupement possible que celui de l'Allemagne et des autres pays occidentaux. La France et l'Allemagne étant les plus importants, c'est autour d'elles que les autres devraient s'assembler ; leur accord serait la condition première de cette union européenne.

On ne s'avance pas beaucoup en supposant que le secrétaire d'Etat américain agira dans ce sens. S'il s'efforce avec MM. Bevin et Schuman d'éclaircir un certain nombre de problèmes allemands, tels que les démantèlements et la cessation de l'état de guerre, c'est pour donner au gouvernement de Bonn une situation plus nette, plus d'autorité, aussi bien en face de l'Etat oriental que de cette Europe où l'Allemagne de l'Ouest doit être intégrée.

C'est alors seulement que l'on pourra jeter les bases d'une union solide, fondée sur l'association des intérêts. Un de ces éléments serait vraisemblablement le pool du charbon et de l'acier de l'Europe occidentale, industries qui tiennent la première place en ce qui concerne la sécurité comme en raison de leur importance économique.